

## Consommation de viande de bœuf

# Le retour à la normale favorise les races à viande

On sait que l'opinion publique française présente, vis à vis des inconvénients de la modernité agro-alimentaire, une sensibilité plus grande que celle des autres pays développés. A l'occasion d'un fait divers qui est apparu en octobre 2000 dans l'Eure, un soupçon de dissimulation d'une vache malade, cette sensibilité française a transformé cet événement en crise majeure, comme en a témoigné la médiatisation en novembre-décembre 2000. Cette crise française s'est propagée ensuite dans l'UE au cours des mois qui ont suivi. Elle s'est traduite dans un certain nombre de pays de l'Union par des chutes de consommation de " bœuf " dont l'amplitude a dépassé celle de la 1ère crise de 1996.

La filière bovine française avait déjà modifié profondément son système de valeur, à la suite de la 1ère crise de 1996, pour répondre aux nouvelles exigences de l'opinion d'alors. En 2001, elle aurait modifié une seconde fois son système de valeur.

L'inquiétude du consommateur a engendré d'une part des abandons de consommation que l'on peut mesurer et analyser, et d'autre part de nouvelles évolutions de l'offre produit. Pour une part, ces évolutions semblent accentuer des mouvements initiés en 96-97, tels que la re-nationalisation et la segmentation de l'offre. Pour une autre part elles témoignent de critères nouveaux qui pourraient modifier durablement les hiérarchies de valeur, il s'agit de la race et de l'âge des bovins. L'enjeu porte sur la valorisation du cheptel de race à viande et des jeunes bovins engraisés en France.

La lisibilité de ces évolutions reste encore fragile, étant donné les perturbations très heurtées et prolongées des rapports offre-demande en France et en Europe. Cette note vise à décrire et à comprendre ces changements en vue de fonder les adaptations de sortie de crise.

**Le retour à la normale de la consommation de viande de bœuf en France, observé en 2002, s'est effectué avec un équilibre modifié entre les races (les races à viande sont favorisées) et entre les catégories (les jeunes bovins se frayent une place)**

Économie

MAINSANT P.

INRA  
65, boulevard de Brandebourg  
94205 IVRY-SUR-SEINE cedex



## LA SECONDE CRISE A CONFIRMÉ LE CONSOMMATEUR DANS SES CRAINTES

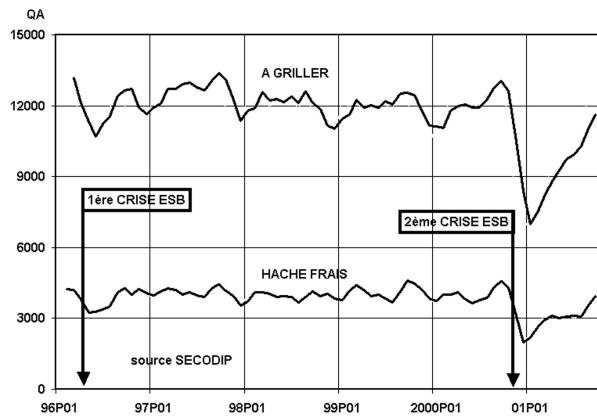
Le fait divers de l'Eure apparaît fin octobre 2000. L'ESB va occuper la une des médias pendant plusieurs semaines. Bien qu'aucun appel à boycott n'ait été exprimé, une dégringolade rapide de la consommation hebdomadaire va être observée, durant 5 semaines seulement, et culminer à -50% courant décembre 2000. La vitesse et l'amplitude de l'effondrement sont plus élevées qu'en 96. Un tel effondrement traduit l'intensité de la méfiance spontanée, et témoigne d'une inquiétude latente préalable. Celle-ci avait d'ailleurs été repérée et mesurée pendant l'été par un baromètre d'opinion spécifique du CIV (Centre d'Information des Viandes) mis en place depuis 1997. Elle était manifestement corrélée au flux de nouveau cas d'ESB français, lequel avait en effet augmenté un peu depuis 6 mois, et surtout avait décollé à partir de juillet lors de la mise en place du programme de recherche active (test sur les animaux d'équarissage).

L'amplitude de la chute de consommation sera tout aussi spectaculaire en Allemagne un mois plus tard, en Italie 2 mois plus tard, en Espagne et en Grèce en début 2001. Tous ces pays observent ces chutes violentes lors des premiers cas de vaches ESB sur leurs territoires respectifs. Dans tous ces pays, la chute du volume consommé témoigne tout autant d'une méfiance vis à vis des institutions que de la crainte de la contamination.

En France, une fois passé le mois de décembre 2000, le niveau de consommation va remonter progressivement et rapidement, en 6 mois, de décembre à juin 2001. Au 4ème trimestre 2001, il est revenu à un niveau très proche de la normale saisonnière. Ce retour vers la normale est la aussi plus rapide qu'en 96 (cf graphique n° 1).

Un retour aussi rapide de la consommation sur 6 mois traduit la dimension " mode " de cette crise, c'est à dire l'interaction " médias-comportement ". Toutefois on pourrait s'attendre à une perte de consommation résiduelle, mais très faible en volume. Elle correspondrait à la part des changements durables de certains consommateurs, parmi lesquels on trouve 2

Graphique 1 : LA SECONDE CRISE A ÉTÉ PLUS FORTE



Consommation et crises ESB - Achat de bœuf en GMS

types d'attitude, soit l'abandon radical, soit l'abandon partiel. Cette sous-population des changements durables n'est pas encore bien identifiée. Elle constitue un sous-ensemble de la population qui a déserté le bœuf au plus fort de la crise. Cette dernière par contre est déjà assez bien identifiée par certains éléments de son profil socio-économique.

### LE " DÉSERTEUR DE BŒUF " DU CŒUR DE CRISE EST URBAIN ET AISÉ

Au plus fort de la crise, un sondage d'opinion a pu montrer que la moitié de la population déclarait avoir modifié, peu ou prou, ses habitudes de consommation. L'autre moitié déclarait donc qu'elle n'avait rien modifié de ses habitudes alimentaires, alors que le tapage médiatique l'avait atteinte inévitablement elle aussi. C'est une 1ère indication sur la limite de l'effet de la médiatisation de la crise : elle n'avait pas entamé la confiance de la moitié de la population dans les conditions de contrôle de la santé publique à propos de la viande de bœuf. Toujours selon ce sondage, à l'intérieur de la population qui déclarait avoir changé, on trouvait tous les degrés de changement, de l'abandon radical à la modération de la consommation personnelle.

Avec les données du panel Secodip, on peut mesurer avec précision non pas les intentions mais les actes d'achats. Il fournit plusieurs indicateurs, le volume acheté, le nombre d'actes d'achats et le poids moyen des actes d'achats. Au plus fort de la crise, le nombre d'actes d'achats de bœuf a baissé de 22%. Sur l'ensemble de la

période de crise allant de novembre 2000 à juillet 2001, cette baisse n'est plus que de 4 %. Par contre le poids moyen de l'acte d'achat a baissé de plus de 20% au plus fort de la crise et de l'ordre de 10 % sur l'ensemble des 9 mois de crise. On le voit, ce qui domine dans ces résultats, c'est la modération de la consommation et non pas l'abandon. L'immense majorité des consommateurs a toujours consommé du bœuf, mais moins qu'avant. On n'a pas encore mesuré la fréquence des abandons radicaux, mais on sait déjà qu'elle est très faible, et vraisemblablement aujourd'hui entre 0 et 2%.

L'examen détaillé des critères socio-économiques montre que la région parisienne a réagi au moins deux fois plus que la population hors région parisienne. Les revenus aisés et moyen supérieurs ont réagi davantage que les 2 autres catégories de revenus (moyen inférieur et faible). De même les ménages de " une personne ", dont les célibataires, ont aussi réagi davantage que les ménages de taille plus élevés. Sur l'ensemble des autres critères, les baisses de consommation sont assez uniformes. Le critère " niveau de formation " n'a pas encore été traité par Secodip, mais ce résultat est attendu avec intérêt ( les ménages de niveau de formation supérieure ont-ils davantage réagi ?... )

Une première conclusion se profile sur le " déserteur " : les populations les plus éloignées de l'agriculture, principalement les " parisiens ", auraient une méfiance plus grande sur l'impact santé humaine des techniques de production et de contrôle des aliments. De plus cette méfiance

semble corrélée avec les " revenus aisés " et peut être aussi avec les " niveaux de formation supérieurs ". Autrement dit, au regard de ces catégories sociales jouant un rôle leader dans la formation de l'opinion, cette méfiance peut être considérée comme un courant d'opinion durable. Il s'inscrit dans l'ensemble des critiques montantes depuis 30 ans sur les excès de la modernité, celui qui trouve l'occasion de se manifester radicalement dans les cas les plus criants : vache folle, hormones, pesticides, antibiotiques, OGM, ...

Dans leurs pratiques d'achats, les consommateurs français ont manifesté à l'occasion de cette crise une méfiance particulière à l'égard des distributeurs modernes, et principalement à l'égard des hypermarchés et des hard discounters. A l'inverse ils ont fréquenté davantage les bouchers traditionnels. Plus exactement les volumes de bœuf vendus en hypermarchés ont davantage régressé que les autres canaux de distribution. Depuis le mois de mai 2001, les bouchers traditionnels avaient retrouvé intégralement leur niveau d'activité. On peut comprendre que les grandes enseignes n'inspirent pas le même niveau de confiance vis à vis des contrôles " produit " à la population qui a réagi fortement à la crise ESB.

Les caractéristiques du " déserteur " du cœur de crise ne peuvent être identifiées à celle du " déserteur " de sortie de crise. En effet ce dernier prolonge son changement de comportement, alors que le premier a suivi une mode quelques mois, puis a repris ses habitudes antérieures. Puisqu'on sait déjà que le nombre d'abandons radicaux de la viande de bœuf est très faible, le " déserteur " de sortie de crise correspond surtout à une modération du niveau de consommation de bœuf. Autrement dit, si le comportement de type " végétarien " a augmenté, il demeure encore très marginal.

### **LES SUBSTITUTIONS AU BŒUF SONT RESTÉES INCOMPLÈTES.**

Lorsque la crise s'est déclarée, la contraction de la demande de bœuf a entraîné un transfert sur la demande de viande d'agneau, de porc et de volailles. Ce transfert a été nettement observé pendant les mois de décembre à février. Il a surtout constitué une aubaine pour les filières porc et volailles. L'offre de ces produits

n'était pas susceptible de répondre à cette demande supplémentaire sans augmenter ses prix (de gros et de détail). Cet effet prix a limité dans une certaine mesure la demande globale, laquelle a donc diminué nettement pendant cette période. Seule l'offre de dinde a pu suivre rapidement cette demande supplémentaire à l'occasion d'un excédent conjoncturel et d'un arbitrage entre l'export et la demande intérieure. Ce transfert du bœuf vers la dinde n'a vraisemblablement pas le sens d'un refuge des consommateurs auprès de la viande de dinde.

Lors du 3ème trimestre 2001, le niveau de consommation toutes viandes ne retrouve pas encore son niveau antérieur, alors que les viandes de monogastriques ont déjà épuisé le rôle de régulation. En effet, l'aubaine des prix a entraîné une certaine croissance de leur offre, notamment en volailles, mais déjà les prix à la production des porcs et volailles sont revenus à la baisse.

### **LA TRAÇABILITÉ COMME RÉPONSE DE FILIÈRE**

La 1ère crise ESB de 1996 a provoqué une vague de nouvelles exigences des consommateurs à propos des aliments en général et de la viande en particulier. Ces exigences portaient sur plusieurs dimensions, dont l'innocuité et la naturalité. La réponse de la filière bovine française a été de mettre en place la traçabilité générale de la viande bovine non hachée destinée aux ménages. Des 1997 cette traçabilité a fonctionné, permettant une transparence nouvelle et une responsabilisation accrue de tous les opérateurs de l'amont de la filière.

### **RE-NATIONALISATION DE LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE BŒUF**

Depuis 96, elle avait porté sur la consommation française à domicile. Alors que l'élevage national semblait à cette époque peu touché par la maladie, les distributeurs avaient alors choisi massivement l'origine française pour rassurer leur clientèle. En 2002 la valeur " nationale " reste un refuge important malgré la présence de la maladie en France. La restauration collective avait gardé de 96 à 2000 ses habitudes d'approvisionnement à l'étranger pour des raisons de prix et d'absence de traçabilité. En fin 2000, elle a d'abord subi un mouve-

ment de boycott du bœuf sévère (municipalités, parents d'élèves). Le retour du bœuf dans les collectivités, qui s'est réalisé en 2001-2002, passe par des nouveaux cahiers des charges : l'origine nationale ou régionale devient souvent un critère exigé, entraînant la aussi un mouvement de re-nationalisation, quoique très partiel. Puisque les viandes bovines d'importation sont désormais encore plus meilleures marché (cf le haché surgelé italien en RHF française), elles ne peuvent disparaître du marché français, mais elles devraient toujours se limiter principalement à la restauration hors foyer et aux ventes promotionnelles en GMS.

### **20% POUR LES SIGNES DE QUALITÉ**

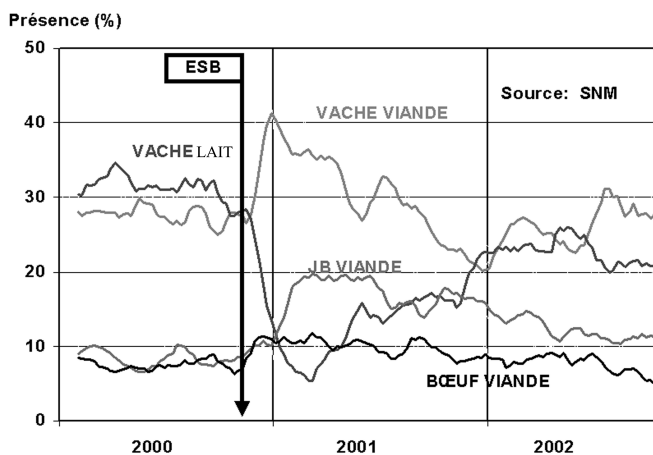
Les distributeurs, qui avant 96 n'avaient presque jamais prêté attention aux démarches de qualité proposées par certaines organisations d'éleveurs bovins, ont installé systématiquement depuis 96 une segmentation de leur offre de viande de bœuf, en la basant souvent sur les démarches de certification officielles (filière qualité carrefour, élevages de France, labels, bio...). Le contenu de ces démarches portait sur la naturalité des systèmes de production, et s'adressait à la partie des consommateurs qui accepte d'en payer le prix. En 2 ans l'offre segmentée par les SOQ (signes officiels de qualité) avait ainsi pu passer de 2 à 20 % de l'offre de viande de bœuf non haché aux ménages.

### **DÉVALORISATION DES RACES LAITIÈRES**

Ces démarches (traçabilité, qualité, origine française) ne constituaient pas une garantie d'innocuité. La seconde crise de novembre 2000 a pu éclater lorsque les français ont constaté que l'ESB avait été sous estimée sur leur territoire. Elle a entraîné une méfiance directe sur la viande d'origine française. Puisque le cheptel laitier intensif était le principal consommateur des FVO (farines de viandes et d'os), et qu'il était atteint par l'ESB environ 10 fois plus que le cheptel allaitant, les races à viande, bénéficiant d'une image forte de naturalité, sont devenues dans un 1er temps une valeur refuge pour rassurer les consommateurs inquiets. En novembre 2000, la fréquence des magasins des GMS qui vendaient les races à viande est passée en quelques



**Graphique 2 : LES GMS SE SONT RÉFUGIÉS SUR LES RACES À VIANDE**



Entrecôte - Nombre de magasins par race et catégorie en GMS

semaines de 50% (le taux moyen des races à viandes dans l'offre française) à 70 % (cf graphique 2). Ce choix a provoqué un effondrement isolé de la valeur de la vache laitière de réforme (- 30 % à la production). En d'autres termes, la contraction de la consommation s'est presque intégralement répercutée sur l'offre de viande de bœuf d'origine laitière. L'écart de prix à la production entre les " races laitières " et les " races à viande " s'est brutalement creusé, de novembre 2000 à août 2001.

Cette modification de la hiérarchie de valeur, au profit des races à viande, pourrait bien constituer le principal changement du système de valeur de la filière bovine issu de la 2ème crise ESB. Il répond à une attente diffuse de naturalité du consommateur, interprétée par les distributeurs, et traduite dans un 1er temps par le nouvel écart de valeur " lait-viande ".

**CETTE NOUVELLE HIÉRARCHIE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE ?**

Depuis le printemps 2001, on a assisté en effet à un retour de la vache laitière dans les rayons des GMS, à la faveur du retour de la consommation. Puis en automne 2001, la " décharge " a entraîné les prix à la production des races à viandes dans une forte baisse (-15 %). Depuis cette époque, le différentiel de prix à la production entre les races laitières et les races à viande s'est donc fortement réduit, mais il n'a pas disparu. Mais c'est surtout au détail que les écarts de valeur entre les segments se sont installés. Ils ont acquis des niveaux inconnus jusqu'alors, et ils constituent désor-

mais la base de la réassurance des consommateurs. A ce titre ils sont appelés à durer autant que les consentements à payer. Presque toutes les enseignes des GMS ont investi ces segmentations en les associant à leurs images d'enseigne, et de tels investissements ne peuvent être valorisés qu'à long terme.

**UNE PLACE POUR LES JEUNES BOVINS.**

Un autre élément de changement de valeur est apparu aussi avec la préférence pour les animaux jeunes. En effet la maladie concerne surtout des bovins âgés de 4 ans et plus, à cause de la durée d'incubation moyenne de 5 ans (écart type de 1.5 ans). Les vaches de réforme, et particulièrement les plus âgées (plus de 8 ans) ont donc perdu une partie de leur valeur marchande. Au contraire les jeunes bovins, qui étaient abondamment produits mais très peu consommés en

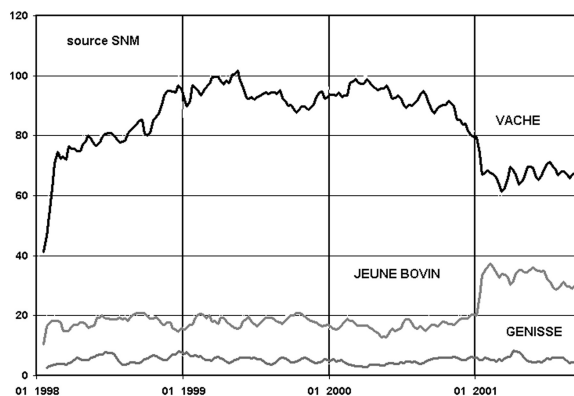
France depuis 30 ans, ont presque doublé leur petite part de marché dans la consommation française à l'occasion de cette crise, passant de 8 % à environ 15 %. Cette pénétration du marché français perdue pendant l'été et l'automne 2001. Ce phénomène est favorisé par le paramètre " race à viande " d'une grande partie de ces jeunes bovins.

Cette pénétration du JB dans la consommation française est-elle durable ? Il faut rester prudent sur l'interprétation de cette acceptation subite. En effet elle n'est survenue qu'en janvier-février 2001, lorsque la consommation a plongé en Italie, bloquant ainsi les exports de JB français, entraînant une chute de prix opportune pour les distributeurs français. Toutefois cette introduction du JB en GMS a perduré jusqu'en automne 2001, malgré le retour des vaches laitières. Lorsque les prix du JB en Italie se sont redressés en hiver 2002, les courants vers l'Italie ont repris, au détriment des GMS françaises. Mais ce phénomène conjoncturel ne devrait pas effacer cette potentialité nouvelle de débouchés, et elle pourrait bien revenir à l'ordre du jour avant la fin de 2002, lorsque le marché italien sera à nouveau saturé, et grâce à à ces nouvelles valeurs des JB, leur jeunesse et leur caractère " race à viande ".

**PRESQUE TOUTE L'OFFRE EST BON MARCHÉ**

La 2ème crise de 2000 ayant provoqué un effondrement des prix à la production, les éleveurs " viande " avaient régulé l'offre par un stockage sur pied en élevage. Cette rétention ne pouvait guère se prolonger au delà de

**Graphique 3 : LE JEUNE BOVIN SEMBLE TROUVER UNE PLACE**



Rôti de bœuf - Nombre de magasins de GMS par catégorie de bovins

l'été 2001. Ainsi, en août et septembre 2001, la " décharge " a commencé. Conformément à Agenda 2000, les retraits " politiques " n'ont pas absorbé tout le flux, et les prix à la production des bovins de races à viande, qui en France avaient été épargnés jusqu'en août, se sont aussi effondrés (- 15 % en fin 2001). Cette situation s'est prolongée jusqu'en fin 2002, traduisant une certaine décapitalisation des races à viande. Depuis cette époque, toute l'offre de viande bovine est achetée bon marché..

### MAIS LES COÛTS DUS À LA CRISE SONT ÉLEVÉS

Malgré cette offre bon marché, les suppléments de coûts engendrés par la crise ont provoqué une hausse généralisée de tous les prix de détail des viandes dans toutes les espèces en 2001. Les nouvelles taxes d'équarrissage, les efforts de traçabilité et de segmentation, la suppression des FVO, les 35 heures ont concerné toutes les espèces.. Tous ces coûts nouveaux ont contribué à une forte augmentation des prix de détail en viande de boucherie (+ 15 % de début 2000 à 2002 selon Secodip) .

Cette inflation est étonnante, car en 2002, à peu de chose près, les volumes consommés sont revenus, la structure " lait-viande " antérieure est presque retrouvée, presque tous les prix à la production ont très sensiblement diminué, les vaches " lait ", les vaches " viandes ", le porc, les poulets et les dindes, seuls les prix des jeunes bovins ont augmenté. On sait par ailleurs que la valeur globale des nouveaux coûts durables ne

devrait pas dépasser 10 % des prix à la production. Seuls les coûts des démarches nouvelles de segmentation et les marges des opérateurs d'aval semblent susceptibles d'apporter des éléments de réponse à cette constatation.

### LE RETOUR À LA NORMALE EST FAVORABLE AU CHEPTEL ALLAITANT

A la lumière de cette analyse, et au delà de la crise conjoncturelle d'ajustement qui dure depuis l'automne 2001, provoquée par une décharge des stocks sur pied dans les élevages, il est intéressant de pressentir l'évolution du marché en 2003.

En fin 2002, malgré les contradictions qui persistent entre les sources d'information sur la consommation française de bœuf ( les bilans du SCEES et le panel Secodip), celle ci semble bien avoir retrouvé à peu de chose près son niveau d'avant crise. Etant donné les hausses de prix de détail observées en 2001-2002, ce retour à la normale ressemble à une performance robuste, et sa prolongation en 2003 n'a rien d'une chimère.

Le mouvement de re-nationalisation apparu en 97 s'est confirmé jusqu'en fin 2002, et ne devrait pas se dégrader en 2003. En effet la valeur " nationale " reste un refuge important malgré la présence de l'ESB en France. La restauration collective, qui avait gardé de 96 à 2000 ses habitudes d'approvisionnement à l'étranger, découvre désormais des nouveaux cahiers des charges, dans lesquels l'origine nationale ou régionale

devient parfois un critère exigé dans ces démarches. Les viandes bovines d'importation, devenues encore plus compétitives, ne peuvent pas disparaître du marché français, mais pourraient se limiter principalement à une part de la restauration hors foyer et des ventes promotionnelles en GMS.

Une nouvelle hiérarchie de valeur entre les vaches de race lait et de race viande avait été observée au début de la crise à tous les niveaux de la filière, mais elle avait ensuite disparue au niveau des prix à la production sous la pression de la décapitalisation des vaches allaitantes. Elle pourrait bien réapparaître en 2003 à la faveur de la fin de cette décapitalisation. En effet une segmentation de l'offre de bœuf " à griller et à rôtir " est désormais bien installée en GMS, elle est largement basée sur les races à viande, et elle produit une plus value au niveau du détail. Il devrait suffire d'une légère pénurie pour retrouver l'équivalent de cette plus value à la production, ce qui n'est pas invraisemblable courant 2003.

Par ailleurs, la consommation accrue des jeunes bovins de races à viande par les français s'est installée en 2001 grâce à un arbitrage des GMS, et s'est quasi maintenue en 2002 malgré les hausses de prix du JB à la production. Cette évolution témoigne d'une nouvelle valeur, la jeunesse des bovins, relativement aux vaches ESB qui sont toujours âgées. Cette valeur apparaît la encore assez durable pour l'année 2003.

## B I B L I O G R A P H I E

**MAINSANT P., (1998)**, La traçabilité comme stratégie de réponse de la filière bovine française aux nouvelles attentes du consommateur de bœuf dans le contexte de l'après BSE, VPC hors série, VIIèmes journées des sciences du muscle et de la technologie de la viande, 1-2 octobre 1998, Rodez.

**OFIVAL, (2001)**, Note de conjoncture bovine, « [www.ofival.fr](http://www.ofival.fr) », décembre 2001